Zeitschrift: Bulletin des Schweizerischen Elektrotechnischen Vereins, des Verbandes Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen = Bulletin de l'Association suisse des électriciens, de l'Association des entreprises électriques suisses

Herausgeber: Schweizerischer Elektrotechnischer Verein ; Verband Schweizerischer Elektrizitätsunternehmen

Band: 74 (1983)

Heft: 21

Artikel: La nature de la crise économique que nous vivons

Autor: Schaller, F.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-904878

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La nature de la crise économique que nous vivons

F. Schaller

Tout semblait fonctionner très bien jusqu'à l'été 1974, où les clignotants donnèrent l'alarme. Bien vite, ce fut comme si une fracture s'était produite dans les mécanismes économiques. On parla du retour d'une crise générale de surproduction. Depuis, la situation ne s'est pas vraiment rétablie. Même si l'on connut des hauts et des bas au cours de ces neuf dernières années, l'élan que traduisait une croissance rapide du monde industriel semble s'être brisé. Une amélioration se dessina dès 1976 mais ne fut que passagère, et depuis 1980 la situation s'est à nouveau détériorée. Nous traversons une longue période de dépression et il ne vient à l'esprit de personne de le nier.

Pourtant, la grande majorité des économistes ne s'étaient pas fait faute d'affirmer, après la dernière guerre mondiale, que la crise générale de surproduction appartenait au passé. Le professeur *Jean Lecaillon,* de Paris, écrivait en 1967: «Une crise majeure du type de celle de 1929 est aujourd'hui impensable... Les pouvoirs publics, grâce aux progrès réalisés par l'analyse économique, ont à présent les moyens de s'y opposer efficacement.» Ces progrès sont le fait d'un économiste anglais, *J.M. Keynes,* qui publia sa «Théorie générale...» en 1936. Les thèses qui furent à la base de la révolution keynésienne ne furent bien connues et n'influencèrent les esprits que plus tard (voir le Plan *Zipfel,* chez nous, en 1943). Dès les années cinquante, tout le monde devint keynésien, et c'est alors qu'on jugea impossible le retour d'une dépression économique générale de style 1929.

Conférence donnée à l'occasion de l'Assemblée générale de l'Association Suisse des Electriciens, Neuchâtel, le 3 septembre 1983.

Adresse de l'auteur

François Schaller, professeur aux Universités de Lausanne et de Berne, En Marin – 1, ch. de Clair-Matin, 1066 Epalinges.

Reconnaissons-le d'emblée: rien, aujourd'hui, ni dans les faits ni dans la théorie, ne permet d'affirmer que cet optimisme et cette confiance étaient téméraires. Les difficultés graves qui sont à présent les nôtres sont sans rapports avec aucune des quatorze crises générales de surproduction qui se succédèrent dans le monde industriel de 1816 à 1929. Nous sommes en présence d'un phénomène d'une nature très différente, ce qui n'exclut pas que nous souffrions de ce qu'il est convenu d'appeler une crise. Keynes n'était nullement dans l'erreur. Il n'est pas dépassé. Simplement, la thérapeutique qu'il préconisait pour remédier à un type bien défini de dépression n'est d'aucune utilité dans les circonstances actuelles, car le mal qui nous affecte est nouveau. C'est peut-être ce qu'il vaut la peine de comprendre clairement.

1. Aucun rapprochement avec les crises antérieures n'est justifié

Commençons par rappeler brièvement qu'aucun des quatre caractères principaux de toutes les crises générales de surproduction du passé n'est observable aujourd'hui. Les prix, au lieu de s'effondrer, n'ont cessé de s'élever en chaque pays depuis 1974. C'est d'une inflation désastreuse que nous avons souffert dans le monde jusqu'il y a peu, et non d'une déflation. Ensuite, le chômage est certes très élevé (sauf en Suisse et dans quelques autres pays, dont la Norvège), mais partout il est sectoriel et non généralisé. Dans beaucoup de branches (arts et métiers, hôtellerie et restauration, secteur hospitalier, électronique, industries de pointe en général) le manque de main-d'œuvre est sensible. Pour la première fois, on assiste partout à la coexistence du chômage et d'une insuffisance de main-d'œuvre présentant certaines qualifications précises. De plus, la production industrielle dans le monde s'est élevée depuis 1974 au lieu de chuter brutalement comme lors des crises de jadis. C'est le taux de croissance qui s'est fortement réduit et non la production elle-même. Enfin, depuis neuf ans, la consommation continue d'augmenter dans presque toutes les nations industrielles, mais avec beaucoup plus de modération.

Rien ne permettra mieux de saisir la différence entre une conjoncture de surproduction classique et la crise que nous vivons que l'exemple de l'industrie horlogère suisse. Au cours des années trente, cette branche économique importante était à la veille de disparaître. C'est alors que la Confédération est intervenue dans le cadre du Statut fédéral pour la protection de l'industrie horlogère, de 1934. On ne parvenait plus à vendre des montres car la demande internationale s'était réduite dans d'énormes proportions. L'étranger ne disposait plus d'un revenu suffisant pour acquérir nos produits. Aujourd'hui, on sait que la situation dans le secteur horloger est au moins aussi grave que dans les années 30. Cependant, les statistiques nous apprennent que la consommation de montres dans le monde, loin de se réduire, ne fait que croître, régulièrement, année après année. L'explication de cet apparent paradoxe nous est fournie par M. *Pierre Renggli,* dans sa dernière allocution présidentielle à l'Assemblée générale de l'ASUAG[1]): «La crise de l'horlogerie suisse, déclare-t-il, a commencé en même temps que l'irruption de l'électronique dans cette industrie. Ici se trouve le nœud du problème. Aujourd'hui, nous nous trouvons en présence d'une industrie entièrement nouvelle qui a dû rompre radicalement avec le passé... Quantitativement, la part des montres et mouvements électroniques dans la production de l'ASUAG se montait à 9,3% en 1975; en 1982, cette part s'est portée à 77,2%... Les centres de production, les

[1]) ASUAG – Allgemeine Schweizerische Uhrenindustrie AG

méthodes, la recherche, les produits, tout a pris une orientation entièrement nouvelle. La rupture avec la tradition industrielle est totale.»

L'hypothèse du retour offensif de la crise générale de surproduction devant être ainsi écartée, il reste à expliquer en face de quel phénomène nouveau nous nous trouvons.

2. Les explications proposées

2.1 Le choc pétrolier

Parmi les raisons les plus souvent avancées dans le public pour rendre compte du retournement conjoncturel figure en bonne place le choc pétrolier du 17 octobre 1973, suivi en 1979–1980 d'un second choc plus violent encore. On ne peut nier que le quadruplement du prix du pétrole a brutalement modifié les données économiques, à l'échelon de la plupart des entreprises comme à celui des Etats dont l'équilibre des balances a été subitement rompu. Ce n'est certainement pas l'effet du hasard si, dans le monde, la conjoncture s'est sérieusement détériorée huit mois après le premier coup de force de l'OPEP[2]), et si nos pays se sont enfoncés plus profondément encore dans la crise dès 1981, soit peu de temps après le second choc. Il paraît probable que les initiatives prises par l'OPEP ont déterminé le moment de l'éclatement de la crise, d'abord, puis son aggravation dès 1981. En toute objectivité, on ne saurait cependant prétendre que la politique irresponsable de l'OPEP ait constitué la cause profonde et surtout exclusive de l'arrêt de la croissance rapide. En d'autres termes, il est certain que si le pétrole n'avait cessé jusqu'ici d'être vendu au prix où il l'était au début de 1973, les difficultés que nous connaissons aujourd'hui n'existeraient pas moins. Simplement, la crise aurait éclaté trois mois ou un an plus tard.

Cette hausse du prix du pétrole n'est finalement qu'un transfert forcé d'une fraction du revenu des pays consommateurs vers les pays producteurs. Il en est résulté, en Occident, moins une diminution du pouvoir d'achat de chacun qu'une baisse sensible du taux de croissance de notre revenu réel, accompagnée d'une forte recrudescence de l'inflation. On ne peut expliquer de la sorte le brutal ralentissement conjoncturel. Lorsque des milliards de dollars sont prélevés dans nos poches pour passer dans celles des producteurs d'or noir, la demande globale n'a aucune raison de tendre à baisser ou même à s'élever moins. La sous-occupation des appareils de production, les fermetures d'entreprises, le chômage et tous les méfaits découlant de la crise ne peuvent avoir pour origine un simple transfert de pouvoir d'achat.

Bien sûr, si au lieu d'être dépensés par nous, ces dizaines de milliards de dollars avaient été thésaurisés par l'OPEP, le problème eût été très différent. Une partie importante de la production industrielle n'aurait pu être rachetée, les stocks se seraient accumulés et la crise serait devenue fatale. Rien de semblable ne s'est cependant produit, car les banques occidentales sont parvenues très rapidement à opérer ce qu'on a appelé le «recyclage des pétro-dollars». Cela signifie que les excédents de recettes de l'OPEP, tous confiés aux instituts financiers du monde industriel, ont été immédiatement prêtés par ceux-ci et à leurs risques et périls aux pays en voie de développement. Ces derniers ne se sont pas fait faute de les dépenser sans délai. Ainsi, la demande globale ne s'est nullement trouvée réduite du fait de la politique pétrolière. On ne peut donc, une fois encore, expliquer la crise de cette manière. Tous les gouvernements n'ont pas manqué de féliciter chaleureusement les banques d'être parvenues à résoudre instantanément un problème qui risquait, dès 1975, de devenir dramatique. On leur reproche aujourd'hui amèrement d'avoir témoigné d'une confiance aveugle à l'égard du tiers monde et de porter ainsi la responsabilité de son surendettement. Il faut, pour formuler une telle critique, avoir la mémoire bien courte.

2.2 Les cycles séculaires

Une deuxième explication est avancée par les disciples de l'économiste soviétique *Nicolas Kondratieff*, arrêté et déporté en 1930. Kondratieff fut le fondateur de l'Institut de conjoncture de Moscou, qu'il dirigea de 1920 à 1928. Sur la base d'études statistiques et historiques, il pensait avoir découvert que l'économie industrielle était sujette à de grands cycles séculaires, à une succession de phases caractérisées par une haute ou par une basse conjoncture. Semblable théorie s'inscrivait tout à fait dans la ligne du déterminisme ou du rationalisme chers à la pensée du XIXe siècle. Ainsi, nous serions les sujets plus ou moins inconscients d'un mécanisme qui nous dépasse et provoquerait tous les vingt ou trente ans un retournement inévitable de la conjoncture. En somme, ces périodes longues de prospérité et de dépression se succéderaient un peu comme la ronde des saisons. On retrouve, sous une forme différente, l'évocation de la fameuse main invisible d'*Adam Smith*. Un disciple belge de Kondratieff, le professeur *Léon Dupriez*, de Louvain, n'a cessé de répéter au cours des années cinquante que la phase de haute prospérité que nous vivions serait inéluctablement suivie d'une dépression longue après vingt ou trente ans. On nous dit aujourd'hui que le cycle de Kondratieff a débuté en 1946 pour s'achever en 1974 et que la dépression, quoi que l'on fasse, s'étendra jusqu'à la fin du siècle.

Qu'au cours de l'histoire économique, des phases d'essor et de dépression n'aient cessé de se succéder est incontestable. La question n'est cependant pas là. L'alternance de ces périodes est due à des circonstances précises, à des accidents notamment, tels qu'une guerre ou une invention remarquable. Le cycle ne présente pas la régularité qu'on lui prête. Il est plus raisonnable d'admettre que l'homme demeure maître de son économie. Celle-ci est finalement ce qu'on a décidé qu'elle serait ou du moins ses fluctuations, recherchées ou subies, sont fonction directe des initiatives prises par chacun de nous.

2.3 L'accélération du progrès technique

Deux causes sont aujourd'hui généralement évoquées dans l'explication de la fracture qui s'est produite en 1974. La première est l'accélération du progrès technique. Il ne faut pas entendre par là le raccourcissement du délai qui s'écoule entre le début d'une recherche et son heureux aboutissement. Ce laps de temps s'allonge au contraire de plus en plus en vertu de l'extraordinaire complexité des recherches fondamentales entreprises actuellement. En revanche, le temps qui sépare la découverte de son exploitation commerciale s'est sensiblement réduit. Il fallut onze siècles pour que le moulin, mis au point au début de l'ère chrétienne, transforme les structures politi-

[2]) OPEP, Organisation des Pays exportateurs de pétrole

ques, économiques et sociales de l'Occident. Il n'a plus fallu que 102 ans (1727–1829) pour que l'invention de la photographie devienne opérationnelle, et six années seulement pour l'exploitation industrielle du rayon laser. On a mentionné ci-dessus l'effet de cette accélération sur l'industrie horlogère. Il serait facile d'évoquer une foule de cas semblables, allant du remplacement de la technique traditionnelle de l'imprimerie par la photocomposition, aux applications multiples de l'électronique, de l'informatique, des microprocesseurs, de la robotique et de la bureautique. Il faudrait être aveugle pour ne pas être frappé par le caractère révolutionnaire de ce phénomène.

Certes, depuis toujours et singulièrement depuis la première révolution des techniques, des progrès se sont manifestés dans les modes de production. L'USAM[3]) a publié une liste imposante de métiers dont l'origine se perd dans la nuit des temps et qui ont disparu chez nous dès le dernier quart du XIXe siècle. Ce qui est nouveau n'est pas la transformation en soi des modes de production, mais le fait qu'à présent un métier naît, se développe puis disparaît parfois au cours d'une seule génération, lorsque ce n'est pas plus rapidement encore. Ainsi en est-il de la profession de navigateur d'aviation, apparue dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et abandonnée avant les années huitante. Le navigateur est remplacé par un miniordinateur à bord qui présente le double avantage d'éviter toute défaillance humaine et de coûter considérablement moins cher.

Cette accélération présente un double caractère. Elle est humainement douloureuse et financièrement onéreuse. *Humainement douloureuse,* d'abord, parce qu'elle engendre une disqualification professionnelle de la personne. Un homme dont le métier disparaît devient un manœuvre sans profession, quel qu'ait été son niveau de formation précédent, parfois très poussé. Cet homme est rejeté en marge de l'appareil de production après avoir occupé une situation fort honorable dans son entreprise et dans la société. Il est condamné au chômage technologique et devient en quelque sorte un marginal. On dira que le recyclage est là pour éviter un tel drame individuel. Gardons-nous d'un excès d'optimisme. Chacun peut et doit assurer sa formation continue. Toutefois, lorsqu'on est en présence non pas d'un évolution, mais d'une révolution de la technique, lorsque se produit une rupture dans le procès de production, lorsqu'il y a solution de continuité, il est rarement possible d'attendre d'un collaborateur qu'il puisse refaire un apprentissage complet dans un domaine qui lui était jusqu'ici totalement étranger. Nous sommes, bien davantage que nous ne l'imaginons souvent, façonnés par notre métier, par la profession que nous avons choisie. Tout abandonner pour repartir dans une autre direction n'est pas à la portée de chacun. Cela suppose de se livrer à une approche différente des problèmes; il faut changer d'attitude, de mentalité, devenir en quelque sorte un autre personnage. Rares sont ceux qui peuvent s'en montrer capables. Aussi les derniers fabricants de chandelles ne furent-ils pas les premiers constructeurs de barrages électriques, ni les anciens postillons les premiers mécaniciens de locomotives. L'accélération du progrès technique sacrifie une génération, le temps qu'il faut (et qui est toujours long) pour permettre aux responsables de la formation professionnelle de prendre une direction nouvelle qui, elle-même, risque d'être bien vite dépassée. Le chômage de 1929–1936 était conjoncturel. Celui de 1983 est en partie technologique et aucune politique de relance ne peut donc l'éliminer.

Cette accélération du progrès technique est aussi *financièrement ruineuse,* car elle précipite la destruction créatrice analysée depuis longtemps déjà par l'économiste autrichien *Joseph Schumpeter.* Toute invention d'un processus de production provoque la destruction du capital précédemment investi et non encore atteint de vétusté. Chaque entreprise connaît le coût élevé de ce qu'on nomme l'obsolescence. Lorsque les inventions techniques se succèdent à un rythme rapide, l'entreprise s'essouffle et se ruine à vouloir demeurer concurrentielle, ce qu'elle ne peut pourtant cesser d'être sous peine de disparaître plus rapidement encore. A ce jeu, bon nombre de firmes ont aujourd'hui consommé leurs réserves et épuisé leurs possibilités de crédit. C'est alors que la situation risque pour elles de devenir sans issue et que le chômage augmente. L'obsolescence réduit le capital national dans des proportions drastiques. Une fois de plus il se confirme que le progrès technique rapide, loin d'enrichir la génération qui l'introduit, l'appauvrit au contraire au profit de ceux qui viendront ensuite.

2.4 Les pays du tiers monde

La seconde cause majeure des difficultés qui nous assaillent est l'irruption de plusieurs pays du tiers monde dans le concert des nations industrielles. Taïwan, la Corée du Sud, la Malaisie, Singapour, Hong-Kong, les Philippines, plusieurs Etats d'Amérique du Sud sont à présent industriellement développés. Dans le secteur des biens de consommation de masse, la partie est jouée. C'est le cas dans le textile, l'habillement, la chaussure, des parties de la mécanique, les roulements à billes, l'électroménager, le chantier naval et les aciéries. Equipés par nos soins et disposant ainsi de la technique la plus moderne, ces pays neufs disposent d'une main-d'œuvre surabondante, certes non qualifiée, mais zélée, capable et relativement fort peu rémunérée. Ils parviennent à nous livrer des biens de grande consommation à des prix de vente qui ne sont qu'une fraction de nos prix de revient. Dans les productions qui n'exigent pas une main-d'œuvre particulièrement qualifiée, nos pays en général et le nôtre en tête ont cessé d'être compétitifs.

Il est démontré qu'une augmentation de nos importations de produits manufacturés en provenance de ces régions s'accompagne dans un délai très bref d'une élévation égale ou supérieure des exportations qui leur sont destinées. Donc, une fois encore, une réduction de la demande globale ne pourrait s'expliquer de cette manière. Ce raisonnement ne vaut toutefois que dans la longue période. Il ne s'agit pas des mêmes produits. Aussi le chômage apparaît-il chez nous dans les secteurs en déclin, alors que l'insuffisance de main-d'œuvre qualifiée est sensible dans les branches en rapide expansion. L'inadéquation de l'offre et de la demande de travail s'explique en partie de cette façon. Il est probable que ce déséquilibre s'amplifiera encore à l'avenir, qu'un chômage chronique de plus en plus important n'exclura pas du tout une insuffisance de main-d'œuvre toujours plus marquée.

Le grand danger, dénoncé aujourd'hui par le GATT[4]) et par toutes les organisations internationales, est de

[3]) USAM, Union suisse des Arts et Métiers.

[4]) GATT General Agreement on Tariffs and Trade

succomber à une réaction de défense, au lieu d'accepter les dures contraintes d'une restructuration de nos appareils de production qu'impose le nouveau partage des tâches dans le monde. A présent déjà, le protectionnisme n'est pas à la porte: il a pénétré dans la maison. Ses formes sont aussi diverses que multiples, allant des restrictions «volontaires» d'exportations aux mesures de contingentement, en passant par certaines exhortations présidentielles en faveur de la reconquête du marché intérieur. Cette attitude trahit, de la part des gouvernements, un manque de courage certain car depuis longtemps personne n'ignore que le protectionnisme est une calamité.

Le développement industriel du tiers monde est pour nos économies une impérieuse nécessité. Le coût de la recherche fondamentale et celui du développement sont devenus si élevés qu'il ne sera bientôt plus possible de poursuivre l'effort entrepris qu'à la condition qu'ils soient un jour remboursés. Or, ils ne peuvent l'être que par l'élargissement de nos marchés. Rien ne laisse supposer que nous puissions réaliser cette ouverture, dans un avenir prévisible, en direction de l'Est. Le commerce international est fondé sur le troc. Pour vendre, il faut avoir quelque chose à acheter. Le Bloc de l'Est n'a guère à nous offrir que des produits naturels, du gaz, de l'or et d'autres matières premières. En revanche, les pays du tiers monde nous laissent entrevoir d'immenses possibilités à court terme. Mais comment peut-on songer à les avoir comme clients si nous les refusons comme fournisseurs? Qui leur donnera le pouvoir d'achat indispensable, sinon nous-mêmes en acquérant leurs produits très compétitifs?

Il est toutefois évident que le Nouvel-Ordre économique international en gestation, aussi bien que l'accélération du progrès technique, exigent de notre part des restructurations industrielles de grande ampleur, qui ne peuvent s'opérer sans sacrifices. Refuser ceux-ci serait pour un pays se condamner à un rapide déclin, à une irrémédiable marginalisation. La crise que nous vivons est la manifestation du passage d'un système industriel à un autre. On ne peut donc y porter remède à l'aide des thérapeutiques traditionnelles. C'est pour ne l'avoir pas compris que certains gouvernements se sont fourvoyés, en 1981, dans une politique économique de relance dont ils ont dû très tôt reconnaître toute l'erreur.